

Voici ce qu'on dit par exemple dans *Maclean's*: «Après des semaines de consultation auprès de groupes intéressés, le ministre est parvenu à ce savant dosage d'avantages fiscaux mineurs et de compressions fiscales plutôt symboliques. En chiffres ronds, le budget prévoit des dépenses fédérales de 159,6 milliards de dollars, des recettes de 132,1 milliards et un déficit de 27,5 milliards, soit 2,5 milliards de plus que celui que M. Michael Wilson, le prédécesseur de M. Mazankowski, avait prévu pour 1992-1993.»

C'est une analyse que fait la revue *Maclean's* de ce qui se cache derrière les chiffres, et je remarque encore une fois les belles paroles du ministre.

Permettez-moi de passer maintenant à un article paru aujourd'hui dans *The Globe and Mail*: «Les familles d'assistés sociaux et de travailleurs pauvres tomberont encore davantage au-dessous du seuil de la pauvreté, indique l'analyse qu'a faite M. Ken Battle, président du Caledon Institute of Social Policy. M. Battle dit que le nouveau programme fédéral constitue une astuce électorale flagrante, car il permettra de hausser temporairement les chèques mensuels des familles à faible niveau l'année prochaine, lorsque des élections sont prévues.»

L'article dit ensuite: «Les propositions fédérales sont conçues pour faire croire qu'elles luttent contre la pauvreté chez les enfants.» Et plus loin: «L'absence d'indexation neutralisera entièrement les avantages éventuels.»

Voilà la similitude. L'automobile à laquelle j'ai rêvé avait l'air merveilleuse, mais en y regardant de près, j'y ai découvert les problèmes. En examinant ce budget, moi-même et d'autres personnes y découvrons les problèmes. Il s'agit d'un budget électoral. Certains l'ont appelé «budget préélectoral». Il fait habilement croire qu'il est très avantageux, alors qu'il l'est très peu.

Je voudrais encore citer un extrait d'une analyse qui a été faite.

[Français]

Voici, je cite: «Le grand allègement fiscal de Don Mazankowski se résume, en fait, à une réduction de deux dollars pour une famille avec deux enfants à charge qui ont des revenus annuels de 15 000 \$, et à 15 \$ pour une famille avec deux enfants à charge qui ont des revenus annuels de 30 000 \$.» Le ministre des Finances s'attend-il vraiment à des applaudissements pour des mesures fiscales aussi dérisoires?

Selon mon collègue, le député de Windsor-Ouest, le ministre jette de la poudre aux yeux.

Le gouvernement nous dit qu'il augmentera les prestations familiales de 2,1 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, il ne nous dit pas qu'il a amputé

les prestations familiales de 3,5 millions de dollars au cours des cinq dernières années.

Je continue avec une citation de mon collègue Paul Martin, porte-parole adjoint aux Finances. Il a dit que le nouveau budget n'inspire guère confiance aux entreprises. Les petits réaménagements de la fiscalité ne pèsent pas lourd face au taux d'intérêt élevé et au dollar élevé. Il a ajouté que le Budget néglige, à toutes fins utiles, les deux domaines qui engagent l'avenir économique du Canada, à savoir la recherche, le développement et la formation.

[Traduction]

Comme je l'ai dit, c'est un budget très bien poli, mais lorsque vous le regardez d'un peu plus près, vous voyez qu'il a beaucoup de défauts, beaucoup d'imperfections. On ne saurait encore se prononcer sur les capacités du ministre des Finances, mais comme vendeur, comme personne chargée de vendre le budget, c'est un assez bon départ. Autrement dit, il n'a pas perdu la main.

Les députés ont certainement tous remarqué que pratiquement tous les ministres ont fait d'éloquentes déclarations sur nombre de questions touchant l'économie. Dans les discours du Trône, il y a toujours eu des références au développement économique, régional ou autre.

Il y a aussi eu toutes sortes de déclarations éloquentes à la Chambre des communes, lors de discours dans tout le pays et à l'occasion de diverses initiatives de relations publiques comme Prospérité Canada. Les conservateurs font de beaux discours sur la productivité, sur la compétitivité et sur la mondialisation, mais je me demande vraiment s'ils savent de quoi ils parlent.

Regardons ce qu'ils ont fait. Nous savons qu'ils ont augmenté les taxes et les impôts 33 ou 34 fois. Les gens sont très mécontents de gagner moins aujourd'hui qu'ils ne gagnaient il y a quelques années. Pourtant, nous savons aussi que, en dépit de toutes ces augmentations d'impôts, le déficit est pratiquement au même niveau qu'il était. Nous savons que la dette a plus que doublé, alors que les recettes sont le double de ce qu'elles étaient, lorsque le gouvernement a pris le pouvoir il y a un peu plus de sept ans.

Il y a les pauvres—qui sont encore cinq millions à vivre au seuil de la pauvreté ou au-dessous—, les chômeurs—qui sont environ 1,5 million—et les assistés sociaux—soit à peu près deux millions. Il y a ceux qui font faillite—le nombre des faillites de particuliers et d'entreprises atteint des sommets inégalés—et ceux qui comptent sur les banques d'alimentation, ce qui représente encore deux millions de Canadiens. Dans bien des cas, ces gens sont des femmes, des enfants ou des jeunes, et cela me désole.